

Zoom sur ...

... l'initiative de Lomé organisée les 17 et 18 janvier au Togo pour criminaliser le trafic de faux médicaments en Afrique

Les 17 et 18 janvier dernier, la capitale du Togo accueillait un sommet consacré à la lutte contre le trafic de faux médicaments en Afrique. **Les chefs d'Etat de l'Ouganda et du Sénégal, le directeur général de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS)**, ainsi que les ministres de la Santé de la Gambie, du Ghana, du Niger et du Congo-Brazzaville avaient fait le déplacement. L'initiative était organisée par le gouvernement togolais en partenariat avec l'ONG indépendante « Fondation Brazzaville », basée à Londres.

❖ **Le continent importe près de 90% de ses produits pharmaceutiques, qui constituent un des premiers postes d'exportation de la France vers la zone**

Les pays africains importent près de 90% des médicaments qu'ils consomment. **Les produits pharmaceutiques représentaient d'ailleurs 10,6% des exportations françaises** vers l'Afrique subsaharienne en 2018, soit **plus de 1 Md EUR**. Si ce chiffre s'est fortement érodé par rapport aux années précédentes (1,9 Md EUR en moyenne entre 2015 et 2017), **les médicaments restent dans le top 3 des produits d'exportations français** vers le Bénin (16% des exportations en 2018), le Burkina Faso (15,3%), la Guinée (11,7%), le Mali (19,6%), la Mauritanie (13,4%), le Niger (13,8%) et le Sénégal (12,8%). Les 11 premiers mois de l'année 2019 semble indiquer le maintien des exportations de médicaments à un niveau équivalent à celui de l'année 2018 (10,9% des exportations totales).

❖ **Le phénomène de contrefaçon de médicaments touche particulièrement l'Afrique**

Si le trafic de produits pharmaceutiques de contrefaçon existe dans le monde entier ([il générerait 200 Mds USD au niveau mondial selon l'OMS](#)), le phénomène se déploie majoritairement sur le continent africain. **L'Afrique subsaharienne concentre en effet 42% des saisies de faux médicaments depuis 2013**. Les médicaments non conformes et falsifiés représenterait **jusqu'à 60% des produits dans certains pays du continent** et provoquerait chaque année la mort de plus de 120 000 enfants de moins de 5 ans en Afrique (900 000 personnes à travers le monde). Les bénéfices tirés seraient supérieurs à ceux du trafic de drogue, alors que les risques encourus par les trafiquants sont encore bien moindres.

❖ **Il appelle à une réponse coordonnée au niveau international et continental, qui peine à émerger**

Entre législation et renforcement des capacités des services douaniers et des organes de répression, le trafic illicite de faux médicaments requiert une réponse coordonnée au niveau international. Selon l'Institut international de recherche anti-contrefaçon, **la Chine et l'Inde seraient les principaux fournisseurs de faux médicaments sur le continent. Le Nigéria est identifié comme la première destination de ces produits pharmaceutiques contrefaits**, ensuite redistribués vers les pays frontaliers et au-delà selon des circuits bien rodés : en septembre 2016, le tiers des 126 millions de faux médicaments saisis dans seize ports africains lors d'une opération de l'Organisation mondiale des douanes lui était ainsi destiné. Or, si **le Togo est l'un des pays pionniers à avoir modifié son Code pénal** dès 2015 (la révision a instauré des peines allant de 5 à 20 ans d'emprisonnement, assorties d'amendes de 5 à 50 M FCFA), le géant anglophone – absent du sommet – reste pour l'instant peu mobilisé sur cette question.

❖ **Les conclusions du sommet rejoignent les objectifs de l'Union africaine, qui a initié la création d'une Agence africaine du médicament**

Le sommet a abouti à la signature d'une déclaration signée par les présidences du Togo, du Sénégal, d'Ouganda, du Niger, du Ghana et du Congo qui les engage : (i) **à introduire des lois et des sanctions pénales dans leurs juridictions respectives** afin de criminaliser le trafic de médicaments et autres produits médicaux falsifiés et ne répondant pas aux normes ; (ii) **à travailler ensemble pour assurer le respect de ces lois** et leur application rigoureuse ; et (iii) à mettre en place les mécanismes nécessaires pour garantir la mise en œuvre de l'initiative. Ce texte devrait ainsi être suivi **d'un accord-cadre contraignant** d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, l'Union africaine a initié en février 2019 la création d'une **Agence africaine du médicament dont les objectifs sont très similaires à ceux de l'Initiative de Lomé**. Alors que son opérationnalisation nécessite la ratification de 15 pays, 7 l'ont déjà signée. Selon le directeur général de l'OMS, son institution devrait veiller à ce que les deux initiatives travaillent ensemble. Ainsi, **l'OMS organisera une réunion de son comité régional en août prochain à Lomé**, qui réunira tous les ministères de la Santé d'Afrique subsaharienne. Lors du sommet, Macky Sall a déjà indiqué que la signature du Sénégal pour rejoindre l'Agence africaine du médicament n'était plus « qu'une question de jours ».

ACTUALITE REGIONALE

Le FMI actualise ses perspectives de l'économie mondiale pour l'année 2020

Le FMI a actualisé, le 20 janvier, ses perspectives pour l'économie mondiale (World Economic Outlook). Selon les estimations du Fonds, la croissance mondiale s'est établie à 2,9% en 2019 et devrait progresser à 3,3% en 2020 (contre 2,4% en 2019 et 2,5% en 2020 selon les estimations de la Banque mondiale). Pour les deux années, la croissance a été revue à la baisse de 0,1 points de pourcentage sous l'effet d'une activité économique moins vigoureuse que prévu dans quelques pays émergents, notamment en Inde. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'affermir à 3,5% en 2020 (contre 3,3% en 2019). Pour rappel, le [World Economic Outlook](#) est une publication biannuelle du FMI, qui sort habituellement en avril et en octobre de chaque année et dont les données sont mises à jour en janvier et en juillet.

L'ONU publie son rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale pour l'année 2020

Quelques jours après la publication annuelle de la Banque mondiale ([voir notre zoom sur le sujet](#)), l'ONU a publié le 16 janvier son rapport « [Situation et perspectives de l'économie mondiale](#) » pour l'année 2020. D'après le rapport, l'économie mondiale a enregistré sa croissance la plus faible de la décennie, à 2,3% en 2019 (contre 2,4% selon la Banque mondiale). Selon les prévisions les plus optimistes, elle pourrait repartir légèrement à la hausse en 2020, à 2,5%, à condition que les tensions commerciales et géopolitiques s'apaisent. Dans le cas contraire, selon des prévisions pessimistes, la croissance mondiale pourrait ralentir pour se situer à seulement 1,8% cette année. En Afrique, la croissance moyenne du PIB devrait légèrement s'accélérer, passant de 2,9% en 2019 à 3,2% en 2020. Le rapport rappelle cependant que le PIB par habitant du continent n'a augmenté que de 0,5% par an au cours de la dernière décennie. Aussi, une accélération plus conséquente des taux de croissance s'avère nécessaire pour que la région puisse réaliser des progrès significatifs en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. En Afrique de l'Ouest, selon le rapport, la croissance a été soutenue par la demande intérieure. Le taux d'expansion économique devrait ainsi se maintenir de 3,5% du PIB en 2019 et à 3,6% en 2020, la forte croissance des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) étant tempérée par la faiblesse de l'activité économique au Nigeria (2,1% de croissance en 2019). En Côte d'Ivoire, la croissance du PIB pourrait ralentir légèrement après une croissance de 7,4 % en 2019 en raison de la baisse de la demande extérieure et de l'impact négatif de la volatilité des prix des matières premières sur la production industrielle, mais elle devrait rester robuste à 7,1% en 2020. La croissance devrait également atteindre environ 6% ou plus au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal.

Les flux mondiaux d'IDE en légère baisse en 2019, une augmentation modérée attendue en 2020

[Les investissements directs étrangers \(IDE\) mondiaux ont atteint 1 394 Mds USD en 2019 selon la CNUCED](#), soit un peu moins que le montant enregistré en 2018 à 1 413 Mds USD. Cette baisse est principalement tirée par une diminution des IDE vers les pays développés (-6%, à 643 Mds USD) et les pays en développement asiatiques (-6%, à 473 Mds USD). Les flux d'IDE vers l'Afrique ont en revanche augmenté de +3%, à 49 Mds USD. Ce montant demeure faible : selon la publication de la CNUCED, l'incertitude économique mondiale persistante et la lenteur des réformes visant à remédier aux goulets d'étranglement structurels de la productivité dans de nombreuses économies africaines continuent d'entraver les investissements sur le continent. L'Égypte est restée le premier bénéficiaire d'IDE en Afrique, avec une augmentation de +5% des flux entrants, qui ont atteint 8,5 Mds USD. Les flux vers l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de +17% pour atteindre environ 11 Mds USD, sous l'effet notamment de l'augmentation de +71% des flux d'IDE vers le Nigeria. Les flux d'IDE vers le géant nigérian ont atteint 3,4 Mds USD – tirés par des investissements dans les secteurs pétrolier et gazier ainsi que dans le projet d'aciérie de Kaduna, qui a attiré 600 M USD à lui seul.

Un outil en ligne pour supprimer les barrières commerciales non-tarifaires en Afrique développé par la CNUCED et l'UA

L'outil tradebarriers.africa, [développé par la CNUCED et l'Union africaine](#), a été mis en ligne le 13 janvier 2020. Il a pour objectif de faciliter la suppression des barrières commerciales non-tarifaires en Afrique, afin de rendre le commerce sur le continent plus facile et moins coûteux. Les commerçants et les entreprises qui transportent des marchandises à travers le continent peuvent désormais signaler instantanément les difficultés qu'ils rencontrent (telles que les quotas, les documents d'importation excessifs ou les exigences injustifiées en matière d'emballage, etc.) sur la plateforme. Cet outil est mis en place alors que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est officiellement entrée en vigueur en mai 2019, dans l'objectif de stimuler le commerce intra-africain qui, à 16%, est faible par rapport aux autres blocs régionaux. Les plaintes enregistrées sur la plateforme seront suivies par des fonctionnaires gouvernementaux dans chaque pays ainsi que par une unité de coordination spéciale hébergée au secrétariat de la ZLECAf. La CNUCED et l'UA ont formé 60 fonctionnaires et représentants d'entreprises de toute l'Afrique à l'utilisation de cet outil en décembre 2019 à Nairobi, au Kenya. Pour rappel, [selon un rapport de la CNUCED](#), les pays africains pourraient gagner 20 Mds USD par an en s'attaquant aux obstacles non-tarifaires au niveau continental, soit bien plus que les 3,6 Mds USD qu'ils pourraient récolter en éliminant les droits de douane.

1^{er} Sommet Royaume-Uni-Afrique organisé le 20 janvier à Londres : 27 contrats signés pour un montant total de 6,5 Mds GBP (8,5 Mds USD)

Le Sommet UK-Afrique sur l'investissement était organisé par la primature du Royaume-Uni les 20 et 21 janvier 2020 et réunissait 16 dirigeants africains – dont 7 Chefs d'Etats de la CEDEAO : Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Alpha Condé (Guinée), Julius Maada Bio (Sierra Leone), Macky Sall (Sénégal), Mohamed Ould El-Ghazaouani (Mauritanie), Muhammadu Buhari (Nigéria), et Nana Addo Dankwa Akufo-Addo (Ghana). Il s'agissait du premier événement de cette envergure, impliquant également le secteur privé. [Selon le communiqué du gouvernement britannique publié le 20 janvier](#), 27 accords de près de 8,5 Mds USD ont été conclus entre les participants, dont 2 concernent la Côte d'Ivoire : la société britannique Aggreko a signé un accord de 80 M GBP (104,5 M USD) pour un projet de production électrique ; NMS Infrastructure s'est engagé à investir 222 M GBP (289,8 M USD) pour la construction de 6 hôpitaux. A quelques jours du « Brexit », prévu le 31 janvier 2020, l'objectif affiché du Royaume-Uni à travers ce sommet est de stimuler les échanges commerciaux avec l'Afrique – qui s'élevaient à 27,1 Mds USD en 2018 et représentaient 2,3% des exportations britanniques. Pour rappel, le dernier sommet Russie-Afrique organisé en octobre dernier avait réuni 43 dirigeants africains, tandis que le sommet Chine-Afrique en avait réuni 52 en 2018. [Le Sommet Afrique-France se tiendra pour sa part du 4 au 6 juin 2020 à Bordeaux.](#)

Nouveaux éléments sur la réouverture des frontières du Nigéria

Alors que le Niger estimait [en novembre dernier](#) à près de 40 Mds FCFA (61 M EUR) le coût de la fermeture de sa frontière avec le Nigéria, survenue le 20 août 2019 après une décision unilatérale de son voisin anglophone – officiellement pour des raisons de sécurité et pour la lutte contre la circulation de produits de contrebande (pétrole et riz en tête) – [les Présidents nigérian et ghanéen se seraient entretenus sur le sujet en marge du Sommet Royaume-Uni-Afrique](#) organisé le 20 janvier à Londres. Muhammadu Buhari aurait déclaré attendre les conclusions d'une commission nigériane travaillant spécifiquement sur ce sujet et se serait inquiété de la contrebande d'armes et de drogues dures. La réouverture des frontières du Nigéria avec ses voisins (Bénin, Niger et Tchad), envisagée en janvier 2020, pourrait être reportée.

50^{ème} édition du Forum économique mondial à Davos du 21 au 24 janvier 20

[La 50^{ème} édition du Forum économique mondial](#) était organisée cette semaine du 21 au 24 janvier à Davos (Suisse). Ce rendez-vous annuel, qui réunit à la fois dirigeants politiques, grands patrons du secteur privé et personnalités de la société civile, a été marqué par des échanges sur la lutte contre le réchauffement climatique. Quatre Chefs d'Etats africains ont fait le déplacement, dont les Présidents ghanéen et sénégalais Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et Macky Sall.

La coupure de deux câbles sous-marins au large des côtes camerounaises dégrade le réseau internet dans plusieurs pays d'Afrique

[Une coupure franche survenue au large des côtes camerounaises](#) sur les deux câbles sous-marins de fibre optique WACS (reliant 14 pays) et SAT3 (connectant 12 pays de la région) interrompt ou dégrade le réseau internet depuis le 16 janvier dernier dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. La réparation de la panne pourrait prendre plusieurs semaines. Parfois seuls quelques opérateurs ont été touchés, selon les pays. Le réseau a déjà été rétabli en Côte d'Ivoire et reprend progressivement dans la région.

BENIN

Contractualisation entre la CNSS et la SIMAU pour la construction de 3175 logements sociaux

[La contractualisation entre la Caisse nationale de sécurité sociale \(CNSS\) et la Société immobilière et d'aménagement urbain \(SIMAU\)](#) pour la maîtrise d'ouvrage et la cession de 3175 logements sociaux aux acquéreurs a été autorisée par le gouvernement en Conseil des ministres, le 18 décembre dernier. Les logements sont répartis dans les communes d'Abomey-Calavi, Porto-Novo et Parakou. Ce projet s'inscrit dans le cadre [du programme de construction de 20 000 logements sociaux dans 14 villes initié par le gouvernement](#) et financé à hauteur de 100 Mds FCFA (152,5 M EUR) par la Banque Ouest-africaine de développement, 43 Mds FCFA (65,6 M EUR) par la Banque islamique de développement et 90 Mds FCFA (137,2 M EUR) par la CNSS, ainsi que par les partenaires privés, encore à définir. Cette décision devrait être prochainement suivie d'appels d'offres pour la construction de ces logements.

BURKINA FASO

Prévisions sur le programme d'émission burkinabè sur le marché régional pour l'année 2020

La directrice adjointe de la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), Aminata Ouédraogo, a conduit la délégation burkinabè qui a participé à la deuxième édition des « Rencontres du marché des titres publics » (REMTP) organisées par l'Agence UMOA-Titres (AUT) du 8 au 10 janvier 2020 à Dakar (Sénégal). Aminata Ouédraogo a présenté la situation économique de son pays en faisant un focus sur l'or, facteur de résilience dans un contexte sécuritaire qui s'est dégradé en 2019 (le Burkina Faso est le 5^{ème} producteur africain avec près de 60 tonnes extraites en 2018). En 2020, les prévisions des autorités burkinabè sont de lever 700 Mds FCFA (1,1 Md EUR) sur le marché régional, dont 335 Mds (512,4 M EUR) de bons assimilables du Trésor (BAT) et 365 Mds FCFA (558,3 M EUR) d'Obligations assimilables du Trésor (OAT). L'objectif pour le pays, dont dette intérieure et la dette extérieure représentent chacune 50% du PIB, est de contenir le service de la dette en recherchant des ressources longues.

DGI, un taux de recouvrement record de 97,29% en 2019

[Lors d'une conférence de presse organisée le 17 janvier 2020 à Bobo-Dioulasso](#) dans l'ouest du pays, le Directeur général des Impôts, Moumouni Lougué, a dressé le bilan de l'année 2019. Au titre du budget national, sur une prévision de 869 Mds FCFA (1,32 Md EUR), la DGI a mobilisé 844 Mds FCFA (1,28 Md EUR), soit un taux de réalisation de 97,2% des prévisions et un accroissement de 16,7% par rapport à 2018. Au profit des budgets des collectivités, elle a mobilisé 29,9 Mds FCFA (45,6 M EUR), soit une hausse de 8,3% par rapport à 2018. L'année 2019 a été marquée par la crise sécuritaire, la crise sociale au sein du ministère en charge des Finances et la poursuite de la modernisation des procédures fiscales et du recouvrement des restes à recouvrer. A noter sur ce dernier point que 31,2 Mds FCFA (47,5 M EUR) ont été recouverts en fin 2019, sur un stock de 363,3 Mds FCFA (553 M EUR) en fin 2018.

Rapport de la CCI sur l'état du secteur privé en 2019

A l'occasion des vœux au Président du Burkina Faso, une délégation du secteur privé burkinabè conduite par Mahamadi Savadogo, Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) a présenté, le 9 janvier 2020, [les conclusions de l'étude sur l'état du secteur privé en 2019 réalisée par la CCI-](#)

BF. Il ressort de ce rapport que la contribution du secteur privé à la mobilisation des recettes fiscales et douanières est estimée à 1 500 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) en 2019 contre 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) en 2018. La formation brute du capital fixe (FBCF) du secteur privé est estimée à 718 Mds FCFA (1 Md EUR) en 2019 soit une variation absolue de +94 Mds FCFA (143 M EUR) par rapport à 2018. Les investissements directs étrangers (IDE) nets ont été en légère hausse en 2019 à 112,1 Mds FCFA (170 M EUR), contre 111,5 Mds FCFA (169 M EUR) en 2018.

Lancement du Programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest (PACAO) de l'UE

[Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Harouna Kaboré](#), a procédé, le 21 janvier à Ouagadougou, au lancement du [Programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest](#) (PACAO). D'un coût global de 7,5 M EUR (4,9 Mds FCFA), le programme – développé par la Commission de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et dont une partie de la mise en œuvre est déléguée au Centre du commerce international (ITC) – est financé par l'Union européenne avec une contribution de 492 M FCFA de [la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso](#) (CCI-BF), mandatée pour l'opérationnalisation du programme dans sa composante burkinabè sur la période 2020-2024. Ce programme s'inscrit dans l'axe 3 du Plan national de développement économique et social (PNDES) qui vise la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et la création d'emplois, particulièrement trois chaînes de valeurs : l'apiculture, l'huilerie et le solaire.

CAP-VERT

Hausse des prix à la consommation de +1,9% en décembre en glissement annuel

L'indice des prix à la consommation a augmenté de +1,9% par rapport à décembre 2018, soit 1,2 pp de plus par rapport au mois précédent [selon l'Institut national de statistique cap-verdien \(INE\)](#). La variation mensuelle, entre novembre et décembre 2019, est de 0,9%, soit 0,9 pp de plus que le mois précédent. La variation moyenne sur 12 mois en décembre 2019 s'est établie à +1,1%.

COTE D'IVOIRE

Démarrage officiel des travaux de construction d'un complexe touristique à Abidjan

Le ministre du Tourisme et des Loisirs et le ministre de la Construction de Côte d'Ivoire ont participé le 16 janvier [à la cérémonie de pose de la première pierre du complexe touristique « Serena Village »](#), situé sur le boulevard de Marseille, au cœur d'Abidjan. Porté par la SCI Serena et son PDG Mohamed Reslan, le projet d'un coût total de 28 Mds FCFA (43 M EUR) est bâti en bord de lagune et abritera un hôtel, des restaurants, une marina, un centre de loisirs, des espaces verts et une zone commerciale. Il devrait générer 6 400 emplois dont 2 000 directs selon le gouvernement. Le ministre du Tourisme et des Loisirs s'est félicité de cette initiative qui s'inscrit dans la stratégie gouvernementale « Sublime Côte d'Ivoire » adoptée en 2018 et qui ambitionne de porter la contribution du tourisme au PIB de 6,25% en 2018 à environ 8% à l'échéance 2025.

Lancement de la préparation du salon Africa Santé Expo

Le lancement officiel de [la troisième édition du salon Africa Santé Expo](#) s'est fait [à la Résidence de France, en présence du ministre de la Santé et de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire](#). Le rendez-vous se tiendra du 1^{er} au 3 avril 2020 à Abidjan. Le France sera le pays invité d'honneur d'une édition sur le thème: « Santé, beauté, et bien-être : des solutions nouvelles adaptées à l'Afrique ». L'initiative est portée par la pharmacienne Dr. Linda Claude Bouboutou Kaboré.

Inauguration du siège Afrique de l'Ouest de l'entreprise française KeyOpsTech

[L'entreprise française KeyOpsTech a inauguré le 15 janvier 2020 son nouveau siège à Abidjan](#), le premier en Afrique. L'activité de l'entreprise est la digitalisation du suivi de livraison de colis et de plis entre les villes africaines. Créée en 2017, KeyOpsTech est présent dans cinq pays du continent africain : la Côte d'Ivoire, le

Ghana, le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso. L'inauguration du siège répond à une logique de plus grande proximité avec ses clients.

Visite du PDG du groupe Orange et du président de Canal+ International

[Le PDG du groupe de télécommunications Orange, Stéphane Richard, s'est rendu en Côte d'Ivoire](#) accompagné d'Alioune N'diaye, Directeur Afrique et Moyen-Orient et de Paul de Leusse, DGA. Ils ont échangé avec le Président de la République de Côte d'Ivoire et ont rencontré les équipes de leur filiale locale. La délégation a également rendu visite au futur siège d'Orange Banque. Pour rappel, Orange est le leader de la téléphonie en Côte d'Ivoire avec plus de 14 millions d'abonnés mobile, [selon les derniers chiffres de l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire](#) (ARTCI). L'entreprise avait déjà réalisé 117,8 Mds FCFA (179,7 M EUR) de chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre de l'année 2019 – soit plus de 50 % des parts des marchés de la téléphonie fixe et mobile et de l'internet fixe –, et ses revenus aurait progressé de +2% en 2019. Lors de son passage à Abidjan, le président de Canal+ International, Jacques du Puy, s'est également entretenu avec le Président de la République de Côte d'Ivoire et a annoncé de futurs investissements dans la production de contenu locaux pour les chaînes de My canal. Jacques du Puy a par ailleurs annoncé que la Côte d'Ivoire était le troisième pays en termes de nombre d'abonnés pour le groupe Canal +, derrière la France et la Pologne, sans préciser le chiffre exact.

GAMBIE

Inauguration du plus grand centre de conférence d'Afrique de l'Ouest, financé par la Chine (50 M USD)

Le Président Adama Barrow [a inauguré le centre de conférence international Sir Dawda Kairaba Jawara](#) le 12 janvier 2020. Ce centre, qui accueillera le sommet de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) en 2022, a été financé par un don de 50 M USD de la Chine. L'Ambassadeur chinois en Gambie a déclaré que des projets de routes et de ponts étaient également en cours, pour un montant de 80 M USD.

GUINEE

L'inflation en baisse à +9,1% en g.a. en décembre 2019

L'inflation a été enregistrée à +9,1% en glissement annuel en décembre 2019 [par l'institut de statistiques de Guinée](#), en baisse de 0,8 points de pourcentage par rapport à décembre 2018. Les principaux postes impactés par la hausse des prix en 2019 sont « produits alimentaires, boissons et tabac » (+11,6%), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+11,7%), « articles d'habillement et articles chaussants » (+7,4%) et « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (+4,6%). La hausse mensuelle pour le mois de décembre est de +0,4%. Pour rappel, le critère de convergence de la CEDEAO fixe la limite de l'inflation annuelle à 10%.

GUINEE-BISSAU

Elections présidentielles : la CEDEAO reconnaît l'élection d'Úmaro Sissoco Embaló

La Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a publié [un communiqué](#), le 22 janvier, adressant ses félicitations au candidat Úmaro Sissoco Embaló – arrivé en tête du 2^{ème} tour de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau organisé le 29 décembre 2019 avec 53,55% des voix, selon la Commission nationale des élections. La publication de ce communiqué intervient alors que l'autre candidat présent au 2^{ème} tour, Domingos Simoes Pereira, conteste les résultats proclamés. La CEDEAO appelle les différents organes et institutions impliqués dans le processus électoral à finaliser rapidement leurs travaux afin de permettre l'investiture du nouveau Président.

LIBERIA

Un futur projet financé par la Banque mondiale pour stimuler le secteur de la pêche en préparation

Le 22 janvier 2020, [le gouvernement du Libéria et la Banque mondiale ont signé un accord d'avance préparatoire de projet de 3,7 M USD](#), avant la mise en œuvre effective d'un programme de soutien au secteur de la pêche d'un montant total de 40 M USD. Celui-ci devrait permettre la réhabilitation et l'agrandissement du quai de pêche de Mesurado en un port de pêche moderne et industrialisé ainsi la construction de jetées de débarquement dans les comtés côtiers, afin de réduire les pertes et créer un environnement plus hygiénique pour le poisson débarqué par les pêcheurs artisanaux. Ce projet fait suite au [Programme régionale des pêches pour l'Afrique de l'Ouest](#) achevé en 2016, également financé par la Banque mondiale à hauteur de 45 M USD et mis en œuvre au Cap-Vert, au Libéria, au Sénégal et en Sierra Leone, qui a notamment permis au Libéria de développer sa zone côtière exclusive pour les pêcheurs artisanaux, d'achever l'enregistrement des flottes de pêche artisanale et d'améliorer ses politiques nationales d'octroi de licences de pêche. Pour rappel, [le Libéria a déjà signé un accord de don de 3,1 M USD dans le secteur de la pêche en 2018 avec le gouvernement islandais](#). Celui-ci prévoit la mise en place d'un laboratoire de pointe qui permettrait au pays de répondre aux normes internationales de certification et d'obtenir l'accréditation de l'Union européenne, des États-Unis, ou encore du Japon pour l'exportation directe de poisson. Les 71 thoniers industriels libériens débarquent en effet actuellement dans d'autres ports de pêche de la sous-région pour pouvoir exporter.

Sime Darby Plantation vend sa concession d'huile de palme à une société locale pour 1 USD symbolique

[Le groupe malaisien Sime Darby Plantation, le plus grand planteur de palmiers à huile au monde par la taille de ses terres, a annoncé le 16 janvier 2020 la vente de sa concession d'huile de palme détenue au Libéria](#) à la société locale Mano Palm Oil Industries (du groupe Mano Manufacturing Company, le plus grand fabricant de produits ménagers du pays) pour 1 USD symbolique. Cette somme sera appuyée par un versement complémentaire basé sur l'évolution future des cours de l'huile de palme brute et la production d'huile de palme de la plantation. La concession, signée en 2009 pour une durée de 63 ans, porte sur une surface de 220 000 hectares au nord-ouest du pays – soit un cinquième du patrimoine foncier mondial de Sime Darby. Son exploitation a été continuellement déficitaire depuis sa création. Le groupe malaisien, qui a investi plus de 200 M USD dans le pays, aurait enregistré des pertes opérationnelles de 19 M USD en 2018 puis de 16 M USD en 2019. Pour rappel, Sime Darby avait indiqué son intention de vendre sa concession libérienne le 6 décembre dernier. Mano Palm Oil était l'un des principaux acheteurs de l'huile de palme de Sime Darby depuis 2015.

MAURITANIE

Le Gouverneur de la Banque centrale sortant nommé ministre de l'Economie et de l'Industrie, le Ministre nommé Gouverneur

[La Présidence de la République a publié un décret](#) portant nomination d'Abdel Aziz O. Dahi, dont le mandat de Gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie vient d'expirer, au poste de ministre de l'Economie et de l'Industrie. Le ministre de l'Economie sortant, M. Cheikh El Kebir Moulaye Taher, est nommé Gouverneur de la Banque centrale.

Retour du tarif douanier en vigueur avant l'accord d'association avec la CEDEAO

Le Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, [a adressé une décision à la Direction générale des Douanes](#) en vue d'autoriser l'entrée sur le territoire de toutes les marchandises selon le tarif douanier qui était appliqué avant l'accord avec la CEDEAO. La mise en application de cet accord est effective au 1^{er} janvier 2020.

NIGER

La France, premier partenaire bilatéral du Niger dans le secteur de l'éducation et de la formation

Le 17 janvier 2020 s'est tenu le premier comité de pilotage de l'année du [Programme sectoriel de l'éducation et de la formation du gouvernement](#) (PSEF 2014-2024), sous la présidence du Premier Ministre nigérien, Brigi

Rafini. Ce comité a donné lieu à l'approbation d'un dossier de requête de financement de 77,3 M EUR, qui sera porté auprès du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). La réponse du PME sera connue d'ici la fin du premier semestre 2020 pour un démarrage du programme en juillet 2020. Ces fonds seraient versés au sein du Fonds commun sectoriel de l'éducation et gérés par l'AFD. En parallèle, [la France, à travers l'AFD, a signé lors de ce même comité une convention pour un montant de 15 M EUR](#) pour la mise en œuvre d'un programme dans le secteur de l'éducation sur la période 2020-2022. Ces engagements fonds de la France le premier partenaire bilatéral du Niger sur le secteur de l'éducation et de la formation.

Un accord de coopération entre le Niger et la Turquie dans les activités minières

Dans le cadre d'un accord de coopération entre la Turquie et le Niger dans les zones minières signé le 20 janvier 2020 par [le ministre nigérien des Mines et le ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles](#), la Direction générale turque de la recherche et de l'exploration minières (MTA) mènera des activités de recherche et d'exploration minières dans deux sites situés au sud-ouest du pays (Koulbaga et Dares Salam) avec un projet de géochimie, de géophysique et de forage. Rappelons que ces derniers mois ont été marqués par une forte percée économique turque au Niger avec de nombreux contrats remportés par le groupe Summa (nouvel aéroport de Niamey, construction de l'hôtel Radisson etc.). Les exportations de la Turquie vers le Niger ont d'ailleurs progressé de +48% entre 2017 et 2018, passant de 38,2 M USD à 56,8 M USD selon la CNUCED. La Turquie reste un fournisseur mineur du Niger, avec 2% de parts de marché.

Attribution à la chinoise Wapco d'une autorisation de transport intérieur pour la réalisation du pipeline Niger-Bénin

[Le Conseil des ministres du 17 janvier 2020](#) a validé le projet de décret portant attribution de l'autorisation de transport intérieur à la société chinoise West African Pipeline Company (WAPCO), filiale de China National Oil and Gas Exploration and Development Company Ltd (CNODC). Le conseil a également déclaré d'utilité publique la construction du système de transport des hydrocarbures par canalisation, ce qui permettra d'engager des procédures d'expropriation de toutes les propriétés immobilières impactées par ces travaux. Après plusieurs années de négociation, les travaux du pipeline de pétrole brut devraient débuter ce mois-ci avec un démarrage attendu des exportations de pétrole en 2022, qui porterait la croissance à 11,9% lors de sa mise en service [selon les prévisions du FMI](#).

SENEGAL

Gestion budgétaire 2019 : un surplus de trésorerie de 145,3 Mds FCFA reporté en 2020 selon les Finances

Dans le cadre de l'atelier de lancement officiel de l'exécution budgétaire organisé le 21 janvier à Dakar, au titre de l'année 2020, [le ministre des Finances et du budget annonce que le Sénégal a enregistré un taux d'exécution de 98% du budget 2019](#). Les charges de l'Etat constituées du service de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement hors personnel, des dépenses d'investissement sur ressources internes et celles sur ressources externes, pour un montant de 4 003 Mds FCFA (6,1 Mds EUR) en 2019, auraient été exécutées à hauteur de 3 940 Mds FCFA (6 Mds EUR). Une gestion budgétaire jugée « performante », qui aurait permis un surplus de financement de 145,34 Mds FCFA (221,6 MEUR) reporté en 2020.

L'AIBD a augmenté son trafic de 5 % en 2019

Selon le directeur général de Limak-Aibd-Summa, la société chargée de la gestion de l'infrastructure aéroportuaire, [l'aéroport international Blaise Diagne de Diass \(AIBD\) a augmenté de 5% son trafic en 2019](#) par rapport à l'année 2018, à 2 491 185 passagers, notamment grâce au lancement de la nouvelle compagnie Air Sénégal international. Limak-Aibd-Summa cherche à obtenir deux nouvelles certifications en 2020, afin de mieux positionner l'infrastructure aéroportuaire.

Plus de 55 000 tonnes d'anacarde exportées pour une valeur de plus de 4,3 M EUR

[Selon la ministre du Commerce Aminata Assome Diatta](#), qui présidait le 14 janvier 2020 un Comité régional de développement (CRD) sur l'évaluation de la campagne commerciale de l'anacarde de l'année écoulée, plus de 55 000 tonnes de noix d'acajou ont été exportées dans quatre pays d'Asie à partir du port de Ziguinchor, pour une valeur commerciale de 27 Mds FCFA (4,3 M EUR). A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire – qui fait partie des premiers producteurs mondiaux d'anacarde avec le Vietnam et l'Inde – en a exporté près de 800 000 tonnes.

TOGO

Le glyphosate interdit au Togo

[L'importation, la commercialisation et l'utilisation du glyphosate ont été interdites au Togo](#), le 19 décembre 2020, après l'adoption d'un arrêté – qui précise que ses dispositions ne s'appliquent pas au glyphosate expédié directement au Togo avant le 30 décembre 2019. En avril 2018, le gouvernement avait déjà pris des mesures interdisant l'importation et la commercialisation de l'herbicide *Total*, contenant le glyphosate, ainsi que de tout autre pesticide sans une autorisation préalable et un agrément délivré par l'Etat. Pour rappel, le glyphosate est l'ingrédient principal des herbicides à large spectre, largement utilisés en Afrique et dans le monde dans l'agriculture. En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'OMS, classait le glyphosate comme « probablement cancérigène ». Le Togo est le premier pays de la région à en interdire l'utilisation. [Dans un communiqué publié le 3 janvier 2020](#), la Direction nationale de la Santé et de l'Hygiène publique du Mali a manifesté son inquiétude concernant l'utilisation abusive des produits chimiques, notamment des pesticides, en milieu agricole, et en a déconseillé l'usage.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque